

Marché public de services passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
VALANT ACTE D'ENGAGEMENT**

| Acheteur |
|---|
| ETAT – Ministère de la transition écologique - Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France (DRIEAT) |
| Représentant de l'acheteur |
| Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023 |
| Comptable public assignataire |
| Direction Départementale des Finances Publiques du Val de Marne |

| Objet du marché |
|--|
| Animation du Plan régional d'actions en faveur des chauves-souris et appui technique sur la thématique chiroptères pour la plateforme régionale du système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) |

Consultation n° DRIEAT-SNP-MAPA-25-004

Imputation : BOP 113

Le terme CCAG ou CCAG-PI désigne le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté interministériel du 30 mars 2021.

Le présent CCP AE comporte 31 pages.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES | 4 |
| 1-1. Contexte | 4 |
| 1-1-2. Le Plan régional d’actions en faveur des chiroptères en Île-de-France | 4 |
| 1-1-3. La plateforme régionale du système d’information de l’inventaire du patrimoine naturel (SINP) et le suivi des données chiroptères | 5 |
| 1-2. Objet du marché | 6 |
| 1-3. Durée du marché et point de départ du délai d’exécution | 6 |
| 1-4. Choix de la procédure de passation et forme du marché | 6 |
| 1-5. Décomposition en tranches ou en lots | 6 |
| 1-6. Arrêt de l’exécution des prestations | 7 |
| ARTICLE 2 : EXÉCUTION DU MARCHÉ | 7 |
| 2-1. Nature des prestations | 7 |
| 2-1-1. Passation de l’animation et coordination avec le titulaire du marché précédent (tranche ferme 1/3) | 7 |
| 2-1-2. Animation du PRAC (tranche ferme 2/3) | 7 |
| 2-1-3. Bilan du PRAC 2018-2027 (tranche ferme 3/3) | 11 |
| 2-1-4. Appui technique sur la thématique chiroptères pour la plateforme régionale du SINP (tranche optionnelle)..... | 11 |
| 2-2. Moyens mis à la disposition du prestataire..... | 12 |
| 2-3. Livrables et échéances attendus | 12 |
| 2-4. Modalités d’échanges avec la DRIEAT et calendrier des événements rythmant la prestation | 14 |
| 2-5. Clause environnementale..... | 14 |
| ARTICLE 3 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES, MODALITÉS D’ÉCHANGES | 15 |
| 3-1. Représentation de l’acheteur | 15 |
| 3-2. Prestataire du marché..... | 16 |
| 3-3. Protection de la main-d’œuvre et conditions de travail | 20 |
| 3-3-1. Dispositions générales | 20 |
| 3-3-2. Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)..... | 22 |
| 3-3-3. Autres dispositions générales | 22 |
| 3-4. Assurances..... | 22 |
| 3-5. Propriété intellectuelle | 22 |
| ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 23 |
| 4-1. Pièces particulières..... | 23 |
| 4-2. Pièces générales | 23 |
| ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHE ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT | 23 |

| | |
|--|----|
| 5-1. Montant du marché | 23 |
| 5-2. Sous-traitance..... | 24 |
| 5-3. Avance..... | 25 |
| 5-4. Modalités de paiements | 26 |
| 5-4-1. Modalités de transmission des pièces de paiement..... | 26 |
| 5-4-2. Modalités de paiement..... | 27 |
| ARTICLE 6 : PÉNALITÉS | 29 |
| ARTICLE 7 : RÉILIATION | 29 |
| ARTICLE 8 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX | 30 |

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJET – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1-1. Contexte

1-1-1. Le Plan national d'actions en faveur des chiroptères

Les articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement, relatifs à la protection de certaines espèces de faune et de flore, vise un rétablissement de ces espèces dans un état de conservation favorable. Cet objectif nécessite des actions spécifiques et volontaires pour restaurer ces populations d'espèces et leurs habitats. Les plans nationaux d'actions (PNA) ont été mis en place pour répondre à ce besoin, Cf. L.411-3 du code de l'environnement).

Ces PNA proposent, en particulier, les modalités d'un suivi cohérent des populations. Ils organisent la mise en œuvre d'actions coordonnées favorables à la restauration de ces espèces ou de leurs habitats, et permettent d'informer les acteurs concernés et le public. Ces PNA facilitent l'intégration de la protection des espèces dans les activités humaines *via* les politiques publiques.

En raison de l'état précaire des chiroptères en France, un premier plan national sur la période 1999-2003, puis un second sur la période 2009-2013, ont été rédigés et mis en œuvre. Un troisième plan national est lancé pour la période 2016-2025. Ce troisième plan est piloté par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté, la coordination de sa rédaction et sa mise en œuvre a été confiée à la fédération des conservatoires d'espaces naturels (FCEN).

Le PNA Chiroptères concerne l'ensemble des espèces de chiroptères vivant en France métropolitaine, aux caractéristiques et aux exigences écologiques différentes. Des espèces prioritaires ont été désignées.

1-1-2. Le Plan régional d'actions en faveur des chiroptères en Île-de-France

Le PNA sert de cadre de travail pour les partenaires qui souhaitent le mettre en œuvre à une échelle locale. Il permet d'accompagner l'application des actions, en cohérence avec le niveau national et les enjeux régionaux.

En Île-de-France, cette déclinaison a été concrétisée par la rédaction et l'animation de deux plans régionaux d'actions successifs, sur la période 2012-2016 puis 2018-2027.

Le **Plan régional d'actions en faveur des chiroptères (PRAC) 2018-2027** est constitué :

- d'un document dénommé « Plan régional d'actions » (annexe I du présent CCP AE) ;
- d'un document dénommé « Fiches actions mises à jour dans le cadre du bilan mi-parcours » (annexe II du présent CCP AE) ;
- d'une page internet (annexe III du présent CCP AE) ;
- d'un document dénommé « Processus de validation des données chiroptères IDF Avril 2025 » (annexe IV du présent CCP AE).

La DRIEAT a en charge le financement de la rédaction du PRAC ainsi que le financement de l'animation de sa mise en œuvre. Un premier marché courant sur la période 2017-2021 a permis la rédaction puis l'animation des 3 premières années de mise en œuvre du plan. Un second marché a couvert a couvert l'animation sur la période 2022 – 2024.

Le financement des actions et leur mise en œuvre est assurée par l'ensemble des partenaires qui s'y investissent : administrations (DRIEAT, DDT, DDPP, DRIAAF, DRAC...), collectivités (Départements, Région Ile-de-France, Ville de Paris), agence régionale de la biodiversité d'Ile-de-France (ARB-îdF), Institut Paris Région (IPR), associations (naturalistes, spéléologues...), bureaux d'études, Parc naturels régionaux, Office National des Forêts (ONF), Centre régional de la Propriété Forestière (CRPF), Office Français de la Biodiversité (OFB), gestionnaires d'espaces naturels...

Parmi ces partenaires, certains sont pilotes d'action, c'est-à-dire qu'ils jouent un rôle prépondérant dans la définition, la mise en œuvre de l'action et son aboutissement. Ce sont l'association AZIMUT 230 (actions E, I), l'ARB-îdF (action A), le Muséum national d'histoire Naturelle (action B), l'IPR (action H) et avec la CPIE des Boucles de la Marne (action D), l'ONF et le CRPF (action G). Les actions C et F sont à la charge de l'animateur et de la DRIEAT.

L'animateur peut avoir la charge de certaines actions, en tant que pilote, et a pour rôle d'appuyer les pilotes pour la mise en œuvre de leurs actions.

Les pilotes d'actions, l'animateur et la DRIEAT se réunissent, à minimal une fois par an, pour le comité de pilotage (COPIL).

L'ensemble des partenaires sont réunis annuellement pour le comité des partenaires du plan régional présidé par l'animateur et la DRIEAT. L'animateur du PNA y est invité. Ce comité permet de faire le bilan de l'année écoulée, de partager des expériences et mobiliser les partenaires pour l'année à venir. Il fixe un cap à l'animateur et aux pilotes pour l'année à venir.

Au début de l'année 2024, le bilan à mi-parcours a permis de mettre à jour les 9 fiches actions, numérotées de A à I (cf. annexe II du CCP AE). Un bilan des 10 années d'animation du plan est prévu dans le présent marché. En s'appuyant sur le bilan du PNA 2016 – 2025, il permettra, entre autres, de faire le relever des indicateurs pour chaque fiche-action en lien avec les pilotes.

1-1-3. La plateforme régionale du système d'information de l'inventaire du patrimoine naturel (SINP) et le suivi des données chiroptères

La mise en œuvre de l'action A « mettre en place un observatoire des chauves-souris » du PRA est pilotée par l'ARB-îdF qui est par ailleurs animateur et gestionnaire de la plateforme régionale du SINP d'Ile-de-France. Celle-ci vise le partage et la diffusion des données naturalistes (pilotage DRIEAT et Région) en offrant la possibilité à chacun de saisir ou transmettre ses observations naturalistes et de consulter ces données.

La mise en œuvre d'un observatoire de qualité passe par la disponibilité de données de bonne qualité et validées, ce qui nécessite non seulement des compétences en matière de gestion de données et d'animation de réseaux d'acteurs, mais également en termes d'identification des espèces pour la partie validation.

Sur ce dernier aspect, dans le cadre de la mise en œuvre du SINP, l'ARB-îdF, en lien avec la DRIEAT et la Région, fait autant que possible appel, en externe si nécessaire, à des compétences pointues et reconnues par groupe taxonomique. Celles-ci sont alors mobilisées sous forme d'interventions qui peuvent être conventionnées, subventionnées/rémunérées ou bénévoles.

Le marché d'animation précédent, ayant couvert la période 2022 – 2024, a permis l'élaboration et l'initiation de la mise en œuvre d'un processus de validation des données chiroptères, en étroite

collaboration avec l'ARB-ÎdF. Ce processus est formalisé sous la forme d'un document fourni en annexe (annexe IV du présent CCP AE). Les travaux d'élaboration de ce processus ont également permis la mobilisation et la formation des acteurs régionaux selon plusieurs axes, pour assurer la production de données qualifiées/validées. De plus, le module « gîtes », dédié au suivi des données de chiroptères dans les gîtes recensés en Ile-de-France a été créé sur la plateforme SINP. Les nombreuses données qui seront saisies annuellement dans ce module nécessiteront une validation.

Dans le présent marché et dans le prolongement des travaux précédemment réalisés sur la validation, le titulaire assure plus largement un appui scientifique et technique à la plateforme régionale du SINP sur la thématique chiroptères en Île-de-France. Cela inclut la poursuite de l'implémentation du processus de validation des données chiroptères « au fil de l'eau », mais également des travaux, en lien avec l'ARB-ÎdF, en termes d'animation de la communauté des observateurs, d'adaptation des outils et de valorisation des données. Au titre de cette mission, le titulaire sera identifié comme le « référent thématique » chiroptères en appui à la DRIEAT et à l'ARB-ÎdF dans le cadre de la plateforme régionale du SINP.

Pour la réalisation de cette mission, l'analyse du contexte actuel et des compétences nécessaires pour assurer cette mission amènent la DRIEAT à rechercher une prestation qui s'articule finement avec la prestation relative à l'animation du PRA. Elle fait donc le choix d'identifier une tranche optionnelle au présent marché relative à cette mission.

1-2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'animation du plan régional d'actions en faveur des chauves-souris (PRAC) et l'appui technique sur la thématique chiroptères pour la plateforme régionale du système d'information de l'inventaire du patrimoine nature (SINP).

1-3. Durée du marché et point de départ du délai d'exécution

La durée globale du présent marché est de 36 mois (3 ans), sur la période 2025-2028.

Le délai d'exécution de la tranche ferme débutera à compter de date de notification du marché.

1-4. Choix de la procédure de passation et forme du marché

Le présent marché est un marché public de services passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

1-5. Décomposition en tranches ou en lots

Le présent marché n'est pas alloti.

Le présent marché est décomposé en deux tranches :

– Tranche ferme : animation du plan régional d'actions en faveur des chiroptères (PRAC) pendant 3 ans (années 8 à 10 du plan).

L'exécution de la tranche ferme débute à la date de notification du présent marché.

– Tranche optionnelle : appui technique sur la thématique chiroptères pour la plateforme régionale du SINP (outil GéoNat-îdF), pendant 3 ans.

Conformément à l'article R.2113-6 du Code de la commande publique, l'exécution de la tranche optionnelle est subordonnée à la décision de l'acheteur de l'affermir. La tranche optionnelle sera affermée à la notification du marché, sous réserve de la disponibilité des crédits.

La durée d'exécution de la tranche optionnelle débute à compter de la date de notification de la décision d'affermissement.

Aucune indemnité d'attente ou de dédit n'est prévue dans le cadre du présent marché.

1-6. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur peut décider, au terme de chacune des phases de la mission, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

Les phases de la mission sont les années d'animation, soit trois phases.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

ARTICLE 2 : EXÉCUTION DU MARCHÉ

2-1. Nature des prestations

2-1-1. Passation de l'animation et coordination avec le titulaire du marché précédent (tranche ferme 1/3)

Le marché précédent a encadré l'animation du Plan régional d'actions pendant 3 ans, de mi 2022 à mi 2025. Pendant cette période, il a été réalisé le bilan de mi-parcours (5 premières années, voir annexe II) permettant de mettre à jour les fiches actions avec les pilotes. Afin d'assurer une continuité dans l'animation et dans la poursuite des objectifs fixés pour la dernière phase d'animation, il convient d'assurer la passation de cette animation régionale. Cette coordination, en présence de la DRIEAT, est la première action du présent marché à réaliser (réunions, partage de documents...).

2-1-2. Animation du PRAC (tranche ferme 2/3)

Le prestataire est chargé de l'animation nécessaire à la mise en œuvre des actions par les partenaires déjà impliqués ou à impliquer dans le PRAC. Il s'assure de l'avancement du plan et d'une bonne synergie dans la mise en œuvre.

Cette fonction implique que le prestataire remplisse les missions définies ci-après :

a) Communiquer

En lien avec la DRIEAT portant la stratégie régionale, l'animateur communique sur les actions régionales, mobilise de nouveaux acteurs selon les opportunités et fait vivre le réseau régional.

Le réseau francilien est constitué :

- des membres du COPIL, soit les pilotes de chacune des 9 actions ;
- des adhérents de l'association régionale AZIMUT 230 ;
- de toute personne ou structure identifiée comme pouvant mener ou menant des actions en faveurs des chiroptères, incluses dans le comité des partenaires qui se réunit annuellement.

L'animateur organise, en lien avec la DRIEAT et l'association AZIMUT 230, la communication vers le réseau :

- Relais des actions menées par les acteurs franciliens ;
- Relais des informations en provenance du PNA ;
- Relais de toute information pertinente en lien avec les fiches actions du PRAC ;
- sensibilisation des professionnels ou des amateurs confrontés aux chiroptères dans la pratique de leurs activités, en particulier : services de l'État, collectivités locales et notamment services techniques des conseils départementaux en charge des aménagements routiers, services du patrimoine culturel en charge des monuments historiques, inspecteurs généraux des carrières, spéléologues ;
- développement de supports de communication et animations pédagogiques, le cas échéant.

L'animateur s'assure de la mise à jour du carnet d'adresses et de la cohérence des périmètres du COPIL et du Comité des partenaires et de la communication. Il s'aide pour cela de la DRIEAT et de ses relations institutionnelles et de l'annuaire partagé que la DRIEAT met à jour avec les membres du COPIL et du Comité des partenaires. La DRIEAT valide les périmètres.

L'animateur s'assure de la mise à jour au moins annuelle de la page internet du PRAC, actuellement sur le site de la DRIEAT. L'animateur peut proposer de modifier son organisation, de migrer en partie la page sur un autre site internet pertinent et de modifier le périmètre et l'organisation des contenus, avec l'accord de la DRIEAT.

L'article 2-3 précise les livrables et échéances attendues pour cette mission.

b) Mobiliser, inciter et soutenir le réseau du PRAC et accompagner la réalisation des actions ciblées dans le bilan mi-parcours

L'animateur incite et facilite les échanges entre les personnes et structures participantes au PRAC.

Pour ce faire, il organise notamment :

- le comité des partenaires (voir encart spécifique) ;
- le comité de pilotage du plan (voir encart spécifique) ;
- des rencontres ou moment d'échanges entre les acteurs du réseau ;
- des réunions ou groupes de travail spécifiques à certains publics ou à certaines actions.

Le COPIL

Il est constitué de l'animateur, des pilotes d'action et de la DRIEAT. Il se réunit à minima

annuellement en amont du Comité des partenaires. Si besoin, notamment à l'occasion du bilan final du plan et de la remontée des indicateurs de suivi, le COPIL se réunit davantage. Avec l'accord de la DRIEAT, le COPIL prend toutes les dispositions nécessaires à la bonne adaptation de chaque action aux difficultés rencontrées, dans le respect de son objectif. En lien avec la DRIEAT, l'animateur assure cette mobilisation en organisant les réunions nécessaires.

Le Comité des partenaires

La réunion de ce comité a lieu généralement en fin d'année d'animation ou en début d'année suivante. Le comité des partenaires :

- constate l'état d'avancement du plan ;
- est force de proposition pour la mise en œuvre du PRAC, au minimum en partageant avec les autres parties son programme de l'année à venir.

L'animateur a pour missions de :

- retenir une date avec la DRIEAT qui la communique en amont aux partenaires, 2 mois avant ;
- préparer l'ordre du jour du Comité, 1 mois avant ;
- animer le Comité. L'animateur accompagne les débats et veille à ce qu'ils soient conclusifs.

La DRIEAT valide l'ordre du jour, envoie les invitations, co-anime le comité des partenaires, rédige et diffuse le compte-rendu.

À partir des suites proposées et validées en comité des partenaires, le prestataire établit un programme d'animation pour l'année à venir, précisant les acteurs, le calendrier et les objectifs. Ce programme est validé par la DRIEAT.

Par ailleurs, l'animateur a pour rôle :

- d'être en appui aux différents partenaires du PRAC sur la thématique chiroptères et de valoriser leurs actions ;
- de répondre aux sollicitations. L'animateur met à disposition publiquement un numéro de téléphone et enregistre les sollicitations en vue du bilan annuel. L'animateur facilite la recherche de solutions et fait part à la DRIEAT de celles qui ne peuvent pas être prises en charge ;
- d'accompagner le montage de projets pour qu'ils répondent à la mise en œuvre du plan et soient finançables, dans le cadre des actions qu'il pilote ou en appui des pilotes d'actions ;
- de participer à la recherche de cofinancements complémentaires, avec les pilotes éventuels, et de présenter aux partenaires financiers les actions pouvant être mis en œuvre dans le cadre du PRAC et en lien avec la DRIEAT ;
- de rappeler son rôle et ses engagements à chacun (pilotes notamment).

Au regard des actions en cours à date du marché et en lien avec la DRIEAT, l'animateur aura à s'investir :

- auprès de l'ARB-îdF, vis-à-vis des réflexions sur l'observatoire des chiroptères et de la mise à jour de la liste rouge régionale des chauves-souris ;

- auprès de la DRIEAT, vis-à-vis des vis de la concertation avec les administrations en charge des monuments historiques (DRAC, ABF), de l'entretien des ouvrages d'art (conseils départementaux) et des énergies renouvelables ;
- auprès de l'Institut Paris Région, vis-à-vis de la prise en compte des chiroptères pour les trames noires et la baisse de la pollution lumineuse ;
- auprès de l'ONF et du CRPF, vis-à-vis du projet Forêt - Arc Boisé Sénart Crécy ;
- auprès d'AZIMUT 230 vis-à-vis du suivi des gîtes à enjeux, et notamment de la concertation avec les équipes de l'OFB au niveau départemental ;
- auprès d'AZIMUT 230 vis-à-vis des enjeux de conciliation de la protection des chiroptères et de la rénovation énergétique.

L'article 2-3 précise les livrables et échéances attendues pour cette mission.

c) Représenter et rendre compte de l'avancement du PRAC

Avec la DRIEAT, l'animateur est le référent régional pour le PNA Chiroptères. Ainsi, il appuie toutes sollicitations de rapportage (annuel) auprès de l'animateur du PNA, qui est la Fédération des conservatoires d'espaces naturels (FCEN). L'animateur participe aux événements qui le concerne : réunion des animateurs de PRAC, COPIL PNA, liste non-exhaustive. En lien avec la DRIEAT, il sollicite l'animateur du PNA pour toute question qui relèverait du niveau national et fait remonter les préoccupations franciliennes. Il relaie les informations venant du PNA au réseau régional.

L'avancement du plan prend la forme d'un bilan annuel, qui est préparé avec l'appui éventuel du COPIL, pour le comité des partenaires. L'animateur :

- contacte les partenaires en amont pour recueillir leurs actions à inscrire au bilan ;
- réalise un document de bilan ;
- le présente et le met à disposition des membres du comité des partenaires.

Le bilan prend la forme d'un diaporama contenant du texte, des cartographies à jour, des figures schémas et graphiques d'analyse de cette mise en œuvre (il est possible d'y inclure les diapositives bilan d'autres structures). La DRIEAT valide le bilan annuel.

L'article 2-3 précise les livrables et échéances attendues pour cette mission.

d) Organisation des 3^e rencontres chiroptérologiques d'Île-de-France à l'automne 2026

L'animateur assiste la DRIEAT pour l'organisation des 3^e rencontres chiroptérologiques d'Île-de-France. Les précédentes rencontres ont eu lieu en 2022 et 2024, réunissant près de 180 acteurs régionaux travaillant de près ou de loin pour la conservation des chauves-souris. Dans une logique d'animation de réseau, ces rencontres constituent un temps d'échanges, de partages d'expériences et de mobilisation des acteurs privilégié.

L'animateur a pour missions de :

- préparer ces rencontres, soit gérer l'inscription des participants, arrêter une date avec la DRIEAT, et la communiquer, pourvoir à la réservation de la salle ;
- constituer une équipe de volontaires pour aider au bon déroulé de la journée (accueil, régie, gardien du temps, passage de micros, diriger des participants, rangement et fermeture) et coordonner le bon déroulé de la journée ;

- mobiliser des intervenants et préparer le déroulé de la journée, en s’assurant que les thèmes abordés s’inscrivent dans les actions du PRAC ;
- rendre compte après-coup, auprès de la DRIEAT, des réussites et des points d’amélioration rencontrés, éventuellement en interrogeant les participants sur leur satisfaction, ou un système dit d’écoute équivalent.

La DRIEAT valide le lieu, le déroulé des interventions et la liste des personnes invitées.

2-1-3. Bilan du PRAC 2018-2027 (tranche ferme 3/3)

Le bilan final du plan décennal doit être mené au cours de la dernière année d’animation du plan, soit la 3^e année du présent marché. Il a pour but de dresser le tableau des réalisations en lien avec chaque action et d’évaluer ces dernières. L’évaluation se base sur les indicateurs de suivis de chaque fiche action, mis à jour lors du bilan de mi-parcours. En particulier, le bilan met en avant les efforts et les résultats de mobilisation du réseau d’acteurs franciliens.

Le bilan s’appuie sur le bilan du PNA qui sera réalisé en 2025.

Construit avec l’aide du COPIL, le bilan est partagé et validé avec le comité des partenaires et le CSRPN.

L’article 2-3 précise les livrables et échéances attendues pour cette mission.

2-1-4. Appui technique sur la thématique chiroptères pour la plateforme régionale du SINP (tranche optionnelle)

Le prestataire est chargé d’apporter un appui à la DRIEAT et à l’ARB-ÎdF sur la thématique « chiroptères » pour le fonctionnement et l’animation de la plateforme régionale du SINP.

L’objet de la présente prestation est :

- d’assurer la mise en œuvre du processus de validation des données chiroptères versées ou saisies dans l’outil GeoNat-ÎdF par les observateurs. Ceci implique notamment :
 - o d’assurer une veille régulière sur les nouvelles données versées et de leur attribuer un statut de validation régional sur la base des critères définis par la méthode de validation « automatique » et d’une expertise complémentaire si nécessaire ;
 - o d’animer un groupe d’experts constitué à cet effet pour permettre une validation collégiale de certaines données lorsque cela s’avère nécessaire ;
- de s’appuyer sur l’expérience de validation acquise dans le temps et sur des retours des experts mobilisés et du groupe de travail chiroptères animé par l’ARB-ÎdF pour, si nécessaire, proposer des évolutions du processus de validation et de son organisation ;
- d’apporter selon les besoins, un appui à l’ARB-ÎdF dans l’identification des évolutions de l’outil GeoNat-ÎdF qui seraient nécessaires ou utiles pour les données chiroptères et/ou concernant leurs modalités d’implémentation ; ceci pourra par exemple concerner le déploiement des fonctionnalités relatives à la prise en charge de la sensibilité des données afin de permettre le floutage de leur diffusion ;

- d'assurer, en lien et en coordination avec l'ARB-îdF et la DRIEAT, une animation de la communauté des producteurs de données, visant le partage des données chiroptères sur la plateforme régionale du SINP, et une amélioration de la qualité des données. Ceci pourra notamment prendre la forme d'actions de communication, de sensibilisation ou de formation des naturalistes producteurs de données et des utilisateurs de l'outil Geonat'îdF. Ces actions pourront être proposées par le titulaire du marché et seront définies conjointement avec l'ARB-îdF et la DRIEAT, en fonction des besoins identifiés (pouvant être évolutifs dans le temps) et prendre différentes formes et formats ;
- le cas échéant et en concertation avec l'ARB-îdF et la DRIEAT, de proposer puis réaliser/produire des analyses ou des outils basés sur les données disponibles au service des besoins de la communauté naturaliste régionale, des utilisateurs de GeoNat'îdF ou des organismes en charge de la protection de la biodiversité (cela pourra par exemple viser l'aide à la saisie des données, la production d'éléments synthétiques d'aide à la décision et/ou une valorisation auprès de différents publics).

L'article 2-3 précise les livrables et échéances attendues pour cette mission.

2-2. Moyens mis à la disposition du prestataire

Pour l'exécution des prestations du marché, les fonds cartographiques scan 25 IGN, et ortho-photo-plans pourront être remis au prestataire, ainsi que les éléments de charte graphique.

Concernant l'appui technique sur la thématique chiroptères pour la plateforme régionale du SINP (tranche optionnelle) :

- les données à valider sont présentes sur l'outil GeoNat'îdF de la plateforme régionale du SINP, administré par l'ARB-îdF ;
- l'ARB-îdF joue également un rôle d'animation transversal de la plateforme régionale. Le prestataire pourra s'appuyer sur l'ARB-îdF et devra intervenir en concertation et en articulation avec les actions conduites par l'ARB-îdF ;
- l'ARB-îdF a mis en place un GT relatif à la gestion des données chauves-souris, que le prestataire pourra mobiliser pour certaines des actions conduites.

2-3. Livrables et échéances attendus

| Missions | | Livrables | Échéances |
|--|----------------|---|--|
| Passation de l'animation et coordination avec le titulaire du marché précédent | | Comptes rendus de réunion | Dès que possible à la notification du marché |
| Animation du PRAC | a) Communiquer | Courriels ou newsletters, supports de communication | autant que de besoin |
| | | Annuaire à jour, site internet à jour. | a minima annuellement |

| | | | |
|---|---|---|--|
| | b) Mobiliser, inciter et soutenir le réseau du PRAC et accompagner la réalisation des actions ciblées dans le bilan mi-parcours | Comptes rendus de COPIL, de Comité des partenaires, de rencontres, de réunions ou de groupes de travail | sous 1 mois maximum après chaque évènement COPIL, Comité des partenaires ou GT |
| | | Fiche action actualisée | Le cas échéant |
| | | Bilan des sollicitations | À chaque COPIL |
| | c) Représenter et rendre compte de l'avancement du PRAC | Bilans annuels | pour le COPIL |
| | | Rapportage au niveau national | Selon sollicitation nationale et échéance donnée par le niveau national. |
| | d) Organisation des 3 ^e rencontres chiroptérologiques d'Île-de-France à l'automne 2026 | Programme des rencontres, supports de communication, liste des participants, supports de présentation | Automne 2026 |
| | Bilan du PRAC 2018-2027 | Bilan | Dernier Comité des partenaires du marché (1 ^{er} trimestre 2028) |
| Appui technique à la plateforme régionale SINP sur les chiroptères : mobilisation du réseau, validation des données et formation des utilisateurs | Bilan annuel des actions conduites | | Chaque fin d'année en lien avec le bilan annuel de la plateforme régionale. |
| | Livrables spécifiques aux actions d'animation/formation (supports de formation ou de communication, courriels, compte-rendus de réunions, captures d'écran et liens internet sur le site GeoNat'ÎdF...) | | Chaque fin d'action et/ou en complément du bilan annuel. |
| | Le cas échéant, livrables spécifiques aux actions de valorisation des données (fiches, captures d'écran et liens internet sur le site GeoNat'ÎdF ...) | | Chaque fin d'action et/ou en complément du bilan annuel. |

L'ensemble des données cartographiques produites sera fourni à la DRIEAT au format numérique, géoréférencées en Lambert 93, en format shape (.shp), MapInfo (.tab) ou son format d'échange (Mif/mid). Les champs à respecter seront à définir avec les partenaires concernés.

2-4. Modalités d'échanges avec la DRIEAT et calendrier des évènements rythmant la prestation

Autant que de besoin, la DRIEAT et le prestataire échangent par téléphone et courriel. L'animateur alerte la DRIEAT sur les difficultés rencontrées. Les coordonnées des référents de la DRIEAT seront communiquées à la notification du marché.

- animation du PRAC (tranche ferme)

Des temps d'échange annuels entre l'animateur et la DRIEAT sont menés pour le suivi du PRAC : à mi-parcours d'une année (en mai) et en préparation du Comité des partenaires (en novembre/décembre de l'année N). A cela s'ajoute le COPIL en présence de tous les pilotes d'actions (en amont du Comité des partenaires). La DRIEAT fixe la date de ces points d'échange en accord avec l'animateur.

Actuellement, un tableau de bord permet de prévoir et de rendre compte des activités menées. L'animateur alimente le tableau de bord, autant que de besoin et a minima à chaque point d'échange avec la DRIEAT, ou effectue un relevé de décision.

Calendrier :

| | |
|--|--|
| Copil année N-1 | Janvier ou février N (avant le comité des partenaires) |
| Comité des partenaires année N-1 | Janvier ou février N |
| Suivi DRIEAT mi-année N | Avril-mai N |
| Suivi DRIEAT fin d'année N et préparation du COPIL | Novembre – décembre N |
| Bilan | Dernier Comité des partenaires de l'animation (1 ^{er} trimestre 2028) |

- Appui technique à la plateforme SINP sur les chiroptères (tranche optionnelle)

Un temps d'échange annuel formalisé pour le bilan annuel de la mission et les perspectives pour l'année suivante est mené avec la DRIEAT et l'ARB Île-de-France.

Des temps d'échange intermédiaires pourront être prévus, en particulier concernant la définition ou l'ajustement au fil de l'eau des actions en matière d'animation du réseau d'acteurs ou de valorisation des données.

2-5. Clause environnementale

Concernant les réunions du COPIL et du Comité des partenaires (format hybride visio et présentiel) et les rencontres chiroptérologiques d'Île-de-France, le lieu choisi doit être accessible en transports en commun pour limiter l'utilisation de la voiture. Pendant ces événements et réunions, des dispositifs sont mis en place pour limiter les déchets (poubelles de tri, utilisation de vaisselle réutilisable pour servir les boissons, impression de supports papiers limitée au strict minimum...).

ARTICLE 3 : INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES, MODALITÉS D'ÉCHANGES

3-1. Représentation de l'acheteur

Le représentant de l'acheteur est la directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France.

Concernant le suivi administratif et comptable du marché, les personnes indiquées dans l'arrêté portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire sont habilitées à représenter l'acheteur auprès du prestataire pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du prestataire avec l'acheteur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications de l'acheteur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG-PI) ;
- b) Réception de la lettre recommandée du prestataire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG-PI)
- c) Signature et notification, en tant que représentant de l'acheteur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 29 du CCAG-PI).
- d) Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG-PI) ;

Concernant l'exécution technique des prestations, la cheffe du service Nature et Paysage et son adjoint, et :

- pour l'animation du plan régional d'actions chiroptères le chef du département Faune et Flore sauvages et son adjoint, ainsi que la chargée de mission « espèces protégées et menacées »,
 - pour la mission de référent thématique chiroptères du SINP régional, le chef du département Espaces et Patrimoine Naturels et son adjointe, ainsi que le/la chargé.e de mission en charge du SINP, sont habilités à représenter l'acheteur auprès du prestataire pour assumer les fonctions suivantes :
- a) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG-PI) ;
 - b) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du prestataire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - c) Information du prestataire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - d) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'elle désigne (articles 28 du CCAG-PI).

3-2. Prestataire du marché

| | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|--|--|-----------|--|--|--|--|--|--|--|
| Nom et prénom : | | | | | | | | | | | | |
| Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| Domicilié à : | | | | | | | | | | | | |
| Tel. mobile : | | | | | Tel fixe: | | | | | | | |
| Courriel : | | | | | | | | | | | | |
| Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | |
| Au capital de : | | | | | | | | | | | | |
| Ayant son siège à : | | | | | | | | | | | | |
| Tel. mobile: | | | | | Tel fixe: | | | | | | | |
| Courriel : | | | | | | | | | | | | |
| N° d'identité d'établissement : | | | | | | | | | | | | |
| N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés : | | | | | | | | | | | | |

Le prestataire doit être en mesure de justifier d'un statut juridique légal, et qu'il est en règle à l'égard des obligations sociales et fiscales conformément aux articles R.2143-3 à R.2143-10 du Code de la commande publique

En cas de groupement, le prestataire transmet ces éléments pour chacun des membres du groupement en désignant le mandataire :

| Cotraitant 1 | |
|--|-----------|
| Nom et prénom : | |
| Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : | |
| | |
| Domicilié à : | |
| Tel. mobile : | Tel fixe: |
| Courriel : | |
| Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) | |
| | |
| Au capital de : | |
| Ayant son siège à : | |
| Tel. mobile: | Tel fixe: |
| Courriel : | |
| N° d'identité d'établissement : | |
| N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés : | |

| Cotraitant 2 | |
|--|-----------|
| Nom et prénom : | |
| Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : | |
| | |
| Domicilié à : | |
| Tel. mobile : | Tel fixe: |
| Courriel : | |
| Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) | |
| | |
| Au capital de : | |
| Ayant son siège à : | |
| Tel. mobile: | Tel fixe: |
| Courriel : | |
| N° d'identité d'établissement : | |
| N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés : | |

| Cotraitant | |
|------------------|--|
| Nom et prénom : | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Agissant en mon nom personnel ou sous le nom de : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Domicilié à : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tel. mobile : | <div style="display: inline-block; width: 150px; height: 25px; background-color: #f0f0f0;"></div> <div style="display: inline-block; width: 100px; height: 25px; background-color: #f0f0f0;"></div> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Courriel : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Agissant pour le nom et le compte de la Société : (intitulé complet et forme juridique de la société) | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Au capital de : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Ayant son siège à : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Tel. mobile: | <div style="display: inline-block; width: 150px; height: 25px; background-color: #f0f0f0;"></div> <div style="display: inline-block; width: 100px; height: 25px; background-color: #f0f0f0;"></div> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Courriel : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N° d'identité d'établissement : | <table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> <td style="width: 20px; height: 25px;"></td> </tr> </table> | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| N° d'inscription q au répertoire des métiers ou q au registre du commerce et des sociétés : | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

Le prestataire s'engage à nommer un chef de projet et/ou une équipe projet afin de mener les missions qui lui incombent au titre du présent marché. Les modalités de remplacement des membres de l'équipe sont précisées ci-dessous.

Si les personnes initialement désignées ne sont plus en mesure d'accomplir leurs missions, le prestataire doit :

- en aviser, sans délai, l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer un remplaçant disposant de compétences et d'expériences au moins équivalentes et assurer sa formation.

3-3. Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

3-3-1. Dispositions générales

Mesures d'ordre social – Application de la réglementation du travail

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG-PI.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues aux articles R2193-1 à -4 du Code de la Commande Publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du..... ayant pour objet....."

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 5 du présent CCP AE.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 39.1 du CCAG-PI.

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai l'acheteur de cet affichage.

À défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 6 du présent CCP AE.

3-3-2. Dispositif de vigilance (article D8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le ministère, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>

3-3-3. Autres dispositions générales

En complément de l'article 8.3 du CCAG-PI, en cas de survenance d'un événement qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

3-4. Assurances

Le titulaire est responsable des dommages de toute nature qui pourraient être causés aux biens et aux personnes de la DRIEAT, ou non, de son fait, de celui de son personnel et de ses biens.

Le titulaire fait en outre son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché, et renonce à tout recours contre la DRIEAT excepté en cas de faute ou malveillance de celle-ci.

Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes les polices d'assurances nécessaires à la couverture des risques qu'il encourt (article 9 du CCAG PI) et d'obtenir de ses assureurs qu'ils renoncent à tout recours contre la DRIEAT, excepté en cas de faute ou malveillance de cette dernière.

3-5. Propriété intellectuelle

Les droits d'exploitation des documents et données produites dans le cadre de la prestation seront cédés à l'acheteur selon les modalités définies à l'article 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

4-1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- le présent cahier des clauses particulières-valant acte d'engagement (CCP AE) et ses annexes :
 - document dénommé « Plan régional d'actions » (annexe I du présent CCP AE) ;
 - document dénommé « Fiches actions mises à jour dans le cadre du bilan mi-parcours » (annexe II du présent CCP AE) ;
 - page internet (annexe III du présent CCP AE) ;
 - document dénommé « Processus de validation des données chiroptères IDF Avril 2025 » (annexe IV du CCP AE) ;
- la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- La notice technique du titulaire.

4-2. Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 5 : MONTANT DU MARCHE ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

5-1. Montant du marché

Le marché est conclu à prix ferme, global et forfaitaire.

Le montant des prestations, tel qu'il résulte de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF), est le suivant :

TRANCHE FERME :

Montant total :

| | | |
|---|---------------------------|--|
| ● | Montant hors TVA : | |
| ● | TVA au | |
| | taux de | |
| ● | Montant TVA incluse (1) : | |
| | Arrêté en lettres à | |

TRANCHE OPTIONNELLE :**Montant total :**

| | | |
|----------------------|-------------------------------------|----------------------|
| ● | Montant hors TVA : | <input type="text"/> |
| ● | TVA au <input type="text"/> %, soit | <input type="text"/> |
| | taux de | |
| ● | Montant TVA incluse (1) : | <input type="text"/> |
| | Arrêté en lettres à | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | | |

MONTANT TOAL DU MARCHÉ, TOUTES TRANCHES CONFONDUES :

| | | |
|----------------------|-------------------------------------|----------------------|
| ● | Montant hors TVA : | <input type="text"/> |
| ● | TVA au <input type="text"/> %, soit | <input type="text"/> |
| | taux de | |
| ● | Montant TVA incluse (1) : | <input type="text"/> |
| | Arrêté en lettres à | <input type="text"/> |
| <input type="text"/> | | |

5-2. Sous-traitance

Le marché peut être exécuté, partiellement, en sous-traitance directe ou indirecte, à condition qu'au préalable :

- L'acheteur ait accepté chaque sous-traitant et agréé ses conditions de paiement ;
- Le titulaire, ou le sous-traitant qui veut lui-même sous-traiter une part du marché, puisse justifier qu'aucune cession ou nantissement de créances ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant, si les conditions sont remplies pour qu'il puisse y prétendre.

Le titulaire remet à l'acheteur, contre récépissé ou par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date :

- la déclaration de sous-traitance remplie et signée par ses soins et par le sous-traitant (le titulaire peut utiliser le formulaire DC4, lequel peut être obtenu sur le site du Ministère de l'Economie : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Les attestations fiscales et sociales ;
- L'exemplaire unique du marché ou bien le certificat de cessibilité, s'il a été délivré, afin que le représentant légal de l'acheteur en modifie la formule d'exemplaire unique ou une attestation

du comptable assignataire indiquant le montant pour lequel l'acte de nantissement a été initialement établi et, s'il y a lieu, les variations ultérieures de ce montant, si le marché a été nanti.

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, soit :
 1. Dans tous les cas, les documents suivants :
 - a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au sous-traitant et datant de moins de six (6) mois ;
 - b) Une attestation sur l'honneur du sous-traitant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;
 2. Lorsque le sous-traitant emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce dernier de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Si l'acheteur dispose de l'ensemble des pièces nécessaires, son accord devient effectif après notification de la déclaration de sous-traitance, signée par ses soins, au sous-traitant et à son entrepreneur principal.

Le titulaire reste tenu envers l'acheteur de l'exécution de la totalité des obligations et engagements tels que décrits au présent marché.

5-3. Avance

L'option retenue est l'option A du CCAG-PI.

Conformément aux articles R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement, pour chaque tranche d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant TTC de la tranche si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze (12) mois. Si cette durée est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC de la tranche divisée par cette durée exprimée en mois.

Si le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 30 %.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde. Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10, R.2193-16 et R.2193-19 du Code de la commande publique.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Si le marché est conclu avec un groupement conjoint, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter à l'acheteur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par l'acheteur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

5-4. Modalités de paiements

5-4-1. Modalités de transmission des pièces de paiement

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique, l'obligation de transmettre toutes les demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro du marché : DRIEAT-SNP-MAPA-25-004 ;
- Le numéro de SIRET de l'État : 11000201100044 ;
- Le code du service exécutant la dépense : EALCPM075 ;

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché » ;

5-4-2. Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du Code de la commande publique, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

Titulaire unique

| | | |
|--|----------------------|-------------------------------------|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | | |
| à : | | |
| au nom de : | | |
| sous le numéro : | <input type="text"/> | clé RIB : <input type="text"/> |
| code banque : | <input type="text"/> | code guichet : <input type="text"/> |
| IBAN | <input type="text"/> | |
| BIC (par SWIFT) | <input type="text"/> | |

Groupement solidaire

| | | |
|--|----------------------|-------------------------------------|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | | |
| à : | | |
| au nom de : | | |
| sous le numéro : | <input type="text"/> | clé RIB : <input type="text"/> |
| code banque : | <input type="text"/> | code guichet : <input type="text"/> |
| IBAN | <input type="text"/> | |
| BIC (par SWIFT) | <input type="text"/> | |

☐ Les soussignées entreprises groupées solidaires, autres que le mandataire, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leurs sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entreprises groupées solidaires.

Groupement conjoint

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

| Cotraitant 1 | |
|--|--|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | |
| à : | |
| au nom de : | |
| sous le numéro : | |
| code banque : | |
| code guichet : | |
| IBAN | |
| BIC (par SWIFT) | |

| Cotraitant 2 | |
|--|--|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | |
| à : | |
| au nom de : | |
| sous le numéro : | |
| code banque : | |
| clé RIB : | |
| code guichet : | |
| IBAN | |
| BIC (par SWIFT) | |

| Cotraitant 3 | |
|--|--|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | |
| à : | |
| au nom de : | |
| sous le numéro : | |
| code banque : | |
| code guichet : | |
| clé RIB : | |
| IBAN | |
| BIC (par SWIFT) | |

| Cotraitant | |
|--|--|
| compte ouvert à l'organisme bancaire : | |
| à : | |
| au nom de : | |
| sous le numéro : | |
| code banque : | |
| code guichet : | |
| clé RIB : | |
| IBAN | |
| BIC (par SWIFT) | |

Toutefois, La personne publique se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Titulaire unique

Le titulaire désigné ci-devant :

- ☐ **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-3 du CCP AE.
- ☐ **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-3- du CCP AE.

Groupeement solidaire

Les titulaires désignés ci-devant :

- ☐ **refusent** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-3 du CCP AE.
- ☐ **ne refusent pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5-3 du CCP AE.

Groupe ment conjoint

| N° du cotraitant | Avance prévue à l'article 5-3 du CCP AE | |
|------------------|---|--|
| 1 | <input type="checkbox"/> refusent de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir |
| 2 | <input type="checkbox"/> refusent de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir |
| 3 | <input type="checkbox"/> refusent de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir |
| 4 | <input type="checkbox"/> refusent de la percevoir | <input type="checkbox"/> ne refusent pas de la percevoir |

ARTICLE 6 : PÉNALITÉS

Les dispositions de l'article 14 du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 7 : RÉSILIATION

Les dispositions du chapitre VII du CCAG-PI sont applicables.

ARTICLE 8 : DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent CCP AE sont apportées aux articles suivants du CCAG :

| Article du CCP AE introduisant des dérogations au CCAG | | |
|--|--------------------|--------------|
| Article 4.1 du CCP AE | déroge à l'article | 4.1 du CCAG |
| Article 5.3 du CCP AE | déroge à l'article | 11.1 du CCAG |

ENGAGEMENT DES PARTIES

Fait en un exemplaire original,

Signature identifiée du candidat (prénom, nom, fonction)
Cachet de l'entreprise

Acceptation de l'offre par l'acheteur

Est acceptée la présente offre pour valoir marché.

A Paris,

le,

Pour l'acheteur,